

Affaire de la faillite grecque : il faut virer les politiciens irresponsables

Un certain nombre de responsables sont visés dans l'affaire de la faillite de l'Etat grec.

Tout d'abord, l'Union Européenne. Créer une monnaie unique pour des pays socialement et financièrement si hétérogènes était une hérésie, qui va voler en éclat dans les mois qui viennent.

Ensuite, les spéculateurs internationaux, sans foi ni loi, qui jouent les vautours sur les pays en difficultés. Ils n'hésitent pas à précipiter la chute des Etats en jouant sur les différentiels des situations économiques, et aussi sur les garanties financières de plus en plus importantes que doivent fournir les gouvernements en cours de faillite. Ce ne sont que des chiens qu'il faudrait traduire dans les hautes cours de justices des Etats victimes de leurs cupidité.

On dénoncera aussi l'ultra-libéralisme cosmopolite, de droite ou de gauche, qui marchandise tout, y compris la détresse humaine.

Mais face à tous ces fascismes économiques, qu'ont fait les politiciens grecs, français ou européens depuis des années ?

Non seulement ils ont laissé faire le capitalisme le plus abject, mais en plus ils ont joué les assistantes sociales de ce système qu'ils n'ont jamais dénoncé, et dont ils se sont rendus complices.

Mieux encore, pour des raisons purement politiciennes et électoralistes, ils ont poussé l'ignominie jusqu'à enterrer sous le boisseau les problèmes sociaux, comme par exemple les retraites ou la réforme des Etats. Leur seule solution fut de creuser les déficits nationaux ou régionaux, pour ne pas désespérer Billancourt ou la Bourse.

Ces politiciens sont donc d'une lâcheté cupide totale,

puisqu'ils ont préféré hypothéquer nos acquis sociaux, notre avenir et celui de nos enfants au lieu de gérer le bien public, la Res-Publica, dans l'intérêt de leur peuple.

Et ce sont les mêmes, aujourd'hui, qui viennent prétendre vouloir réformer le système capitaliste dont ils furent les idéologues ou les idiots utiles. Quelle bande de faux-culs !

Pouvons-nous faire encore confiance à ces bonimenteurs ? Bien sûr que non. Il n'y a désormais qu'une seule solution : virer, partout en Europe, cette nomenklatura de menteurs et de profiteurs pour les remplacer par une nouvelle classe politique, compétente et soucieuse de l'intérêt des peuples.

Riposte Laïque a dénoncé par moult exemples, sur le plan du bradage de nos valeurs historiques et nationales, le pétainisme collaborationniste de l'UMP, du Modem, du PS et de l'extrême-gauche. Mais sur le plan économique et social, ce n'est pas mieux : depuis des décennies, les gouvernements français de gauche ou de droite ont dilapidé le bien commun et ont pris nos concitoyens pour des imbéciles.

Ils ont tous renoncé à défendre leurs peuples et les acquis sociaux. Ils n'ont été que les faire-valoir du libre-échangeisme capitalisme le plus abject, en dilapidant les biens publics au bénéfice de leur seuls intérêts personnels.

Prenons par exemple l'affaire des « subprimes ». Les prêts hypothécaires furent une invention des démocrates américains, pour compenser à court terme et avec de l'argent de singe les inégalités sociales. Non seulement on volait ainsi les plus pauvres, mais les banques capitalistes d'Etat profitèrent de cette exploitation de la misère. Et lors de la campagne française présidentielle de 2007, un certain Nicolas Sarkozy n'hésita pas à prôner le même genre de prêts abusifs en France. Puis, quand la crise fut venue, le même devenu président de la République dénonça ce dont il faisait la promotion deux ans avant. Peut-on accorder la moindre confiance à de telles girouettes ?